TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE

Publications
des Services économiques

Situation économique et financière de l'Albanie début 2015

© DG Trésor

juin 2015

L'économie redémarre en 2014. Les finances publiques dégradées sont en voie de consolidation sous l'égide du FMI. Le secteur bancaire est à priori stable, mais devrait connaître des restructurations. Le pays s'est engagé dans de nombreuses réformes structurelles, dont la cohérence apparait parfois discutable.

Une économie portée par les services et l'agriculture

Le PIB nominal de l'Albanie s'établit à environ 10 Mds € en 2014, pour une population de 2,8 M d'habitants, soit un PIB par habitant de l'ordre de 3 585 €. Exprimé en standard de pouvoir d'achat, ce **PIB par habitant est l'un des plus faibles des Balkans, estimé à 28% de la moyenne européenne en 2014.**

L'économie albanaise est dominée par le secteur des **services qui représente près de 51% de la valeur ajoutée en 2014** (restauration et hôtellerie notamment) et par le **secteur agricole** (23% de la valeur ajoutée en 2014). **A noter le faible poids de l'industrie de transformation**, quasiment équivalent à celui du secteur de la construction (10%). Le secteur minier représente, quant à lui, 6% de la valeur ajoutée en 2014.

La structure des échanges extérieurs est déséquilibrée avec un déficit commercial élevé, de l'ordre de 20% du PIB, et un volume d'échanges commerciaux modeste à l'aune régionale (53% du PIB). Dans ce contexte, l'Albanie bénéficie d'importants financements extérieurs pour équilibrer ses comptes : **notamment les IDE (représentant 8% du PIB en 2014), les remises de migrants (7%) et l'aide des IFIs (3%).**

L'année 2014 a été la première année effective du gouvernement dirigé par Edi Rama, qui a pris ses fonctions en septembre 2013. Elle a été marquée par la mise en place d'un certain nombre de réformes et une consolidation budgétaire dans le cadre d'un accord conclu avec le FMI, ainsi que par **l'octroi en juin 2014 par le Conseil Européen du statut de pays candidat qui ouvre à l'Albanie une perspective européenne**.

Après deux années difficiles en 2012 et 2013, l'économie albanaise devrait renouer avec une croissance dynamique en 2015

Epargnée jusqu'alors par la crise (croissance moyenne de 3,3% entre 2009 et 2011), l'économie albanaise a connu un ralentissement en 2012 (1,6%) et 2013 (1,4%). L'année 2014 a été marquée par une reprise de la croissance, qui atteint 2,1% selon le FMI, tirée par la demande privée qui bénéficie des liquidités apportées par le paiement des arriérés du gouvernement aux entreprises et de la politique accommodante conduite par la Banque Centrale dont le taux directeur a été abaissé à 2%. Le tourisme, l'agriculture, les secteurs textile et pétrolier ont largement contribué à cette croissance. **Pour 2015, le FMI s'attend à une croissance de 3%.**

L'inflation est faible, elle est estimée à **1,6% en avril 2015 par le FMI** en raison de l'excellente récolte agricole et de la désinflation importée. Elle est inférieure à la fourchette cible, comprise entre 2% et 4%, que s'est fixée la Banque Centrale d'Albanie. A noter un taux de chômage à 17,9% en 2014, qui touche particulièrement les jeunes (25%).

Le déficit courant, qui se réduisait depuis 2011, s'accroît à nouveau en 2014 à 13% du PIB en raison d'une détérioration de la balance commerciale, liée à la reprise de la consommation et aux importations d'électricité, et qui devrait se poursuivre en 2015.

Des finances publiques fortement dégradées

En 2013, **le déficit budgétaire**, fixé dans la loi de finance initiale à 3,5% du PIB **est passé à 5,2%**. **La dette publique, réévaluée, dépassait 70 % du PIB fin 2013.** Pour desserrer cet étau financier, l'Albanie a sollicité un accord de confirmation auprès du FMI qui lui permet de bénéficier de prêts de cette institution, complétés par des prêts de la Banque Mondiale et un soutien budgétaire de l'UE. En contrepartie, le programme économique préparé avec le FMI fixe comme priorités la baisse de la dette publique sur le moyen terme et le règlement des arriérés de paiement de l'Etat. **Pour 2014, le déficit ressortirait à 5,1% du PIB pour le gouvernement ou à 5,6% selon le FMI** (différence liée à des garanties octroyées au secteur de l'énergie, comptabilisées comme des pertes par le FMI) alors que la loi budgétaire initiale de 2014 prévoyait un déficit de 6,6 % du PIB. Selon le gouvernement, ce résultat s'expliquerait par des recettes fiscales très légèrement inférieures aux prévisions de la loi de finance initiale (-0,3%) et des dépenses plus faibles que les prévisions (-3,9%), notamment les dépenses d'investissement (-8,3%). **Pour 2015, la loi de finances prévoit un déficit de 4,8%**. Dans ce cadre les mesures suivantes ont été décidées : un accroissement des droits d'accise sur les cigarettes ; une augmentation de la taxe sur les carburants ; un accroissement de la taxe sur le capital qui passe de 10 à 15% ; un meilleur ciblage et contrôle des aides sociales ; et une amélioration du dispositif de remboursement de la TVA. **La dette publique s'élevait à 72,6% en 2014.**

Un secteur bancaire qui devrait connaître de prochaines restructurations

Le secteur bancaire albanais apparait stable et dégage des résultats positifs (80 millions € en 2014). Il est bien capitalisé (ratio d'adéquation du capital de 16,8 % fin 2014) et particulièrement liquide (le ratio prêt sur dépôt s'élève à 55% en 2014, le plus faible de la région). Le secteur est relativement concentré avec 16 banques, dont les cinq premières disposent de 75% des actifs. Le secteur bancaire albanais est cependant confronté à quatre types de risques : **le problème des prêts non performants (NPL)** qui représentaient encore **22,3% des crédits totaux à la fin mars 2015** bien qu'une décrue de ces NPL soit amorcée depuis la fin 2014 ; **l'exposition à la Grèce** qui dispose de 3 banques en Albanie représentant plus de 17% des actifs bancaires ; **le niveau élevé de l'« euroisation »** de l'économie qui crée un risque pour les banques et **un risque souverain** avec le **poids significatif des obligations gouvernementales dans les bilans des banques.**

D'importantes réformes structurelles restent à mener

Outre **le programme de consolidation** financière que le gouvernement s'est engagé à suivre, suite à l'accord de confirmation signé avec le FMI, les autorités se sont mobilisées avec certaines IFI's sur d'importantes réformes structurelles. Les plus significatives sont la nouvelle **loi sur les secteurs stratégiques** et la **loi sur les zones de développement économique et technologique**, la **réforme du marché foncier**, la **réorganisation du secteur de la production d'électricité**, les **réformes des retraites et du marché du travail,** la **réforme du secteur de la santé** et les **privatisations.**

Indicateurs macroéconomiques 2014			
PIB (Md€)	10	**Population (M d'habitants)**	2,8
Taux de croissance (%)	2,1	**Taux de chômage (%)**	17,9
Taux d'inflation annuel (%)	1,6	**Taux de change**	1€ = 140,1 LEK
Importations (Md€)	3,7	**Exportations (Md€)**	1,2
Solde courant (% du PIB)	-13	**Stocks d'IDE (Md€)**	2,8 (2013)
Solde public (% du PIB)	-5,6	**Dette publique (% du PIB)**	72,6
Croissance crédit (%)	2,1	**Taux de prêts non performants**	22,6

Source : FMI, Commission européenne, Ministère des Finances, Institut des statistiques, Banque Centrale

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Sofia (adresser les demandes à sofia@ dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : Service Économique régional Danube-Balkans

Adresse : 15, rue Oborishté - 3ème étage - 1504 Sofia – Bulgarie

Rédigé par : Jean-Marie Demange / Mathilde Hily

Version du 1er juin 2015
Version originelle 1er juin 2015